



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU MORBIHAN

Vannes, le 10 JUIL. 2019

Direction départementale
des territoires et de la mer du Morbihan

Le directeur départemental des territoires et de la mer

Service Eau, Nature et Biodiversité
Pôle Eau

à

Monsieur le président du conseil départemental

affaire suivie par : Dominique Michel

2, rue de Saint-Tropez

Téléphone : 02 97 64 85 84

CS 82400

Mél : dominique.michel@morbihan.gouv.fr

56009 VANNES Cedex

Objet : Dossier de déclaration instruit au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement
Accord sur dossier de déclaration après complément
Travaux de réparation du pont de la Trinité supportant la RD 177 sur la commune de Lanvénegen

N° dossier : 56-2019-00078

P.J. :

Après instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement (rubrique 3.1.5.0 de l'article R.214-1 de ce même code) relatif à des travaux de réparation du pont de la Trinité sur le Naïc supportant la RD 177 sur la commune de Lanvénegen, suite une demande de complément en date du 18 avril 2019, les pièces complémentaires ont été reçues le 4 juin 2019.

Ces documents intègrent les éléments demandés, en conséquence, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du présent courrier en période d'étiage et hors période d'hibernation des chauve-souris (de préférence en fin de saison estivale), entre le 1^{er} avril et le 31 octobre de l'année de leur exécution.

Les travaux devront être réalisés conformément au dossier de déclaration complété ainsi qu'à l'arrêté de prescriptions générales du 30 septembre 2014 (joint au récépissé de dépôt de votre dossier).

Toutefois les prescriptions suivantes devront être respectées :

- le pont est situé dans un secteur de présence de loutres d'Europe. L'aménagement d'un passage pour la loutre et les autres mammifères est à encourager à l'occasion des travaux et/ou dans le cadre d'une réflexion à l'échelle du réseau routier départemental ;
- s'agissant des chiroptères, les mesures et préconisations du diagnostic doivent être reprises lors de l'organisation des travaux :
 - ✓ une inspection des fissures des façades du pont devra être réalisée avant le démarrage du chantier en présence d'un spécialiste afin d'éviter tout risque d'emmurement ;
 - ✓ aménagement de structures de gîtes favorables à l'accueil des chiroptères et compatibles avec l'entretien ultérieur du pont (proposition à élaborer avec l'appui d'un spécialiste) ;

20190708_senb_dm_l_accord_refection_pont_trinite_lanvenegen_56_2019_00078.odt

- les travaux ne devront en aucun cas nuire au bon écoulement des eaux et le dispositif devra garantir à la libre circulation de toutes les espèces aquatiques présentes dans le cours d'eau notamment suite à la mise en place de batardeaux. Dans ce cas, les poissons piégés dans la zone de chantier seront remis en amont ; une demande de pêche électrique de sauvegarde (cf articles L436-9 et R.432-6 du code l'environnement) devra être déposée auprès de la DDTM du Morbihan ;
- toutes les dispositions seront prises afin d'éviter l'émission de pollutions dans le cours d'eau (hydrocarbures, huiles, laitances de ciment, matières en suspension, ...). Un bache devra être mis en place pour éviter le risque de projection. A la fin des travaux les lieux seront remis en état ;
- les opérations de mise en place et de retrait des batardeaux et de la canalisation temporaire feront l'objet d'une attention particulière afin de limiter au maximum le départ de matières en suspension vers l'aval ;
- toutes les dispositions seront prises pour qu'en cas de crue les installations de chantier puissent être retirées rapidement ;
- les travaux et en particulier la mise en place des longrines ne devront pas entraîner une modification du lit mineur du cours d'eau ;
- l'entretien des véhicules de chantier sera réalisé sur une aire spécifique aménagée. Les huiles et vidange et autres déchets issus du chantier seront récupérés et éliminés selon la réglementation en vigueur ;
- les eaux pluviales ainsi que celles générées par les travaux susceptibles d'être contaminées devront faire l'objet de collecte et de traitement adaptés avant rejet (décantation et filtrage) ;
- toutes les dispositions seront prises afin d'éviter l'atteinte aux zones humides adjacentes pendant les travaux (balisage du site, interdiction d'accès aux engins sauf impossibilité, pas de stockage de matériaux, remise en état à la fin des travaux). L'utilisation de véhicules chenillés devra être limitée au strict minimum et être effectuée préférentiellement sur des plaques. Les lieux seront remis en état à la fin des travaux ;
- le Pôle Eau sera tenu informé de la date des travaux au moins une semaine avant leur démarrage.

Je vous rappelle que conformément aux dispositions de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Copie de ce courrier est adressée dès à présent en mairie de Lanvégen où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ce document et le récépissé de dépôt seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan durant une période d'au moins six mois.

Le service en charge de la police de l'eau (Pôle Eau) sera tenu informé au moins une semaine avant la date de début des travaux. Un contrôle sera réalisé ultérieurement pour en vérifier la conformité.

Conformément à l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, cette autorisation cessera de produire effet dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification si les travaux n'ont pas été réalisés d'ici là.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes (qui peut aussi être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr), de votre part dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de 4 mois dans les

conditions définies à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date d'affichage en mairie de la commune de Lanvéneq. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

PO/ Le Chef du Service Eau, Nature et Biodiversité
L'Adjointe au Chef de Service



Frédérique ROGER-BUYS

Copie - à la mairie de Lanvéneq
- à la CLE du SAGE Ellé-Isole-Laïta
- au service départemental de l'agence française pour la biodiversité